

Survol des négociations de l'OMC sur l'agriculture

Accord économique et commercial global (AECG)

La Conférence ministérielle du 22 novembre, qui a réuni les commissaires Karel De Gucht et Dacian Ciolos de l'Union européenne et les ministres canadiens Ed Fast et Gerry Ritz, n'a pas permis de réaliser les percées dont on était nombreux à prédire qu'elles contribueraient à conclure les négociations cette année, car des différences subsistent dans plusieurs secteurs des pourparlers dans lesquels les ministres n'ont pas été en mesure de combler les écarts pendant la réunion d'une journée. Cependant, les deux parties ont décidé de maintenir le rythme et de se réunir de nouveau au cours des prochaines semaines.

Selon des sources européennes, la Commission de l'UE demandera probablement plus de temps pour terminer les négociations. Le commissaire au Commerce de l'UE, M. Karel De Gucht, devrait présenter un rapport d'étape sur les négociations lors de la réunion du Conseil du commerce du 29 novembre, à Bruxelles, et demander plus tard l'appréciation et l'orientation des États membres pour les prochaines étapes.

Les ministres n'ont pas réussi à combler les écarts à l'égard de ce que l'on a décrit comme la question la plus sensible, en l'occurrence l'accès aux marchés pour les produits agricoles. Sur ce point, la conférence n'a vraiment permis aux deux parties que de se rappeler réciproquement leurs sensibilités dans ce secteur des pourparlers de l'AECG. Selon les sources, l'UE a répété avec insistance que le moment n'était pas venu de présenter des chiffres à ce tournant des pourparlers.

On tient de bonnes sources que les deux côtés ont néanmoins pu réaliser des progrès encourageants à l'égard d'autres pierres d'achoppement à l'extérieur de l'agriculture – les brevets pharmaceutiques, les services, les marchés publics et l'automobile – à propos desquels la Commission a déclaré que le Canada a fait preuve d'une plus grande souplesse. Ainsi, dans le secteur des droits de propriété intellectuelle, on dit que le Canada est prêt, « pour la première fois », à examiner d'éventuels scénarios pour parvenir à un accord sur les brevets pharmaceutiques, de déclarer des sources européennes. En outre, les deux côtés ont été en mesure de réaliser des avancées à l'endroit des indications géographiques (IG), ce qui comprend une liste qui est passée de 36 IG à 22. Les sources ont également déclaré que le Canada s'est montré disposé à poursuivre des pourparlers constructifs sur les marchés publics et l'automobile.

On ne s'attendait pas, de part et d'autre, à parvenir à un accord à la fin de la Conférence ministérielle du 22 novembre. Cependant, les deux parties pensent toujours que la fin 2012 est une date butoir qu'elles peuvent respecter, bien qu'il y ait des risques qu'elles décident de la reporter au début 2013. Un fonctionnaire européen a déclaré que l'UE n'est peut-être pas soumise à des pressions énormes pour conclure ces négociations d'ici la fin de l'année. Cependant, comme l'Irlande doit reprendre la présidence par roulement de l'UE, la dynamique risque de changer, et le dossier commercial pourrait être accéléré au début de l'année prochaine afin que l'on conclue des ALE en cours de négociation, notamment l'AECG et l'accord entre l'UE et Singapour et le lancement des prochains pourparlers de libre-échange avec les États-Unis, d'ajouter la source.

Le Sommet de l'Asie de l'Est et le commerce

Le Sommet de l'Asie de l'Est, qui s'est tenu au Cambodge du 18 au 20 novembre, a été la scène de pourparlers en coulisses sur un certain nombre d'accords commerciaux régionaux, notamment le Partenariat transpacifique (PTP) et le Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP) (partenariat économique régional global), deux initiatives que l'on considère comme antagonistes, puisqu'elles sont dirigées par les deux plus grandes puissances économiques (les États-Unis pour le PTP et la Chine pour le RCEP).

Comme on s'y attendait, le 20 novembre, les dirigeants des pays du RCEP (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Brunei, Myanmar, Cambodge, Laos, Vietnam, Australie, Nouvelle-Zélande, Inde, Japon, Corée du Sud et Chine) ont officiellement lancé leurs négociations commerciales régionales, qui doivent commencer l'année prochaine et se terminer à la fin de 2015.

Le président des États-Unis, M. Obama et les dirigeants du RCEP qui ont également participé au PTP (Malaisie, Singapour, Brunei, Vietnam, Australie et Nouvelle-Zélande) se sont réunis en marge du Sommet pour discuter de l'état d'avancement des pourparlers du PTP, afin d'accélérer le travail au cours de l'année prochaine. La Nouvelle-Zélande accueillera le prochain cycle du PTP, qui doit démarrer pendant la semaine du 3 décembre à Auckland. Les observateurs pensent que l'initiative nouvellement lancée du RCEP obligera les États-Unis à s'engager davantage dans le PTP dans le but d'arracher un accord d'ici la fin de 2013.

Le gouvernement Obama pourrait demander une Trade Promotion Authority (TPA) (autorisation de promotion du commerce) au Congrès américain afin de faciliter la poursuite des pourparlers commerciaux dans lesquels il s'est engagé. Également appelée « procédure accélérée », la TPA donne au président le pouvoir de négocier des accords commerciaux sans que le Congrès puisse les modifier ou les bloquer. Le Congrès est cependant toujours en mesure de les approuver ou de les rejeter.

Parmi ces pourparlers figurent les prochaines tractations bilatérales entre les États-Unis et l'UE, qui sont en attente des conclusions du groupe de travail dirigé par le commissaire au Commerce de l'UE, M. Karel De Gucht et le représentant au commerce des États-Unis, M. Ron Kirk, qui doivent être présentées en décembre. Selon M. De Gucht, ces pourparlers transatlantiques commenceront vraisemblablement pendant le premier trimestre de 2013 et il espère qu'ils seront conclus à la fin de 2014.

OMC

Certains observateurs de Genève sont galvanisés par le renouvellement de l'intérêt des États-Unis pour le commerce, qu'ils considèrent comme étant favorable pour les pourparlers plurilatéraux qui se déroulent à l'OMC. Les membres qui se trouvent à Genève ont quelque peu repris leurs activités, ont déclaré les fonctionnaires, car ils ont commencé des séances de réflexion sur ce qui pourrait être produit à la Conférence ministérielle de l'année prochaine à Bali, dont ils souhaitent qu'elle soit significative pour l'OMC. Jusqu'à présent, des sources mentionnent des enjeux tels que la facilitation des échanges, les services et d'autres sujets liés à l'agriculture, qui ont tous été dernièrement les foyers d'une activité relative et qui devraient le rester au cours de la nouvelle année, comme éléments du forfait de récolte hâtive pour Bali.

Entre-temps, le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, devrait convoquer un salon vert avant la dernière réunion du Conseil général de l'organisation de l'année, afin d'exposer un plan d'action pour l'année prochaine. On a appris de sources bien informées qu'au cours de la réunion les membres examineront les progrès réalisés dans chacun des groupes de négociation afin d'élaborer un programme détaillé de pourparlers en marge de la traditionnelle mini-conférence ministérielle de l'OMC de janvier qui se déroule en marge du Forum économique mondial à Davos, en Suisse.

Prochains événements

- AECG, semaine du 3 décembre 2012
- XV^e cycle du PTP, 3-12 décembre 2012, Auckland
- Plurilatérale sur les services, décembre 2012
- Conseil général de l'OMC, 11-12 décembre 2012
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 26 mars, 4 septembre, 12 novembre 2013
- Forum économique mondial, 23-27 janvier 2013, Davos-Klosters (Suisse)
- CM9, décembre 2013, Bali

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.cbhema.com.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Chicken Farmers
of Canada
Les Producteurs de
poulet du Canada

EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS
OF CANADA
LES ÉLEVÉS DE DINDON
DU CANADA

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubation
du Canada